



TENDANCES BUDGETAIRES 2014

Débat d'orientations budgétaires

4 février 2014

Tendances budgétaires 2014

I^{ère} partie

2013 : le bilan



Rappels autour du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

- La tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les régions, les départements, les communes de plus de 3 500 habitants, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (articles L 2312-1, L 3312-1, L 4311-1, L 5211-36 du CGCT).
- Ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

- Le DOB constitue une formalité substantielle de la procédure budgétaire, confirmée par une jurisprudence constante.
- Il doit se situer dans des délais tels que le Maire puisse tenir compte de ces orientations lors de l'élaboration du budget, mais suffisamment rapprochés du vote de celui-ci pour que ces orientations ne soient pas remises en cause par des événements ou évolutions récentes, avant ce vote. C'est pourquoi le législateur a considéré que le DOB devait intervenir dans un délai de deux mois maximum avant le vote du budget.

Tendances budgétaires 2014

2013 : le bilan

Les investissements

Investissements

➤ Les réalisations de l'année 2013

- ⇒ Poursuite des études relatives aux **projets structurants (ZAC des Fontaines, PLU)**
- ⇒ Travaux de **réhabilitation de la façade sud de l'église**
- ⇒ Derniers **travaux de construction de la Salle polyvalente Arc en Ciel et de ses abords**
- ⇒ **Travaux de remplacement des menuiseries extérieures du groupe scolaire la Villeneuve**
- ⇒ Remplacement / achat de mobilier, matériel technique et informatique

Tendances budgétaires 2014

2013 : le bilan

Le fonctionnement

des flux maîtrisés

Fonctionnement

➤ Des recettes conformes aux prévisions

⇒ Recettes totales : 4 016 k€

101,5 % par rapport au BP soit + 57 K€

- Des recettes fiscales en hausse (augmentation des bases fiscales et ajustement des taux d'imposition)
- Des dotations en baisse de -7,3 % par rapport à 2013 (Dotation de Solidarité Rurale, DCRTP syndicale, stagnation de la DGF)

Fonctionnement

➤ Des dépenses contenues

⇒ Taux de réalisation des dépenses de fonctionnement

92% des dépenses réelles
de fonctionnement par rapport au prévisionnel

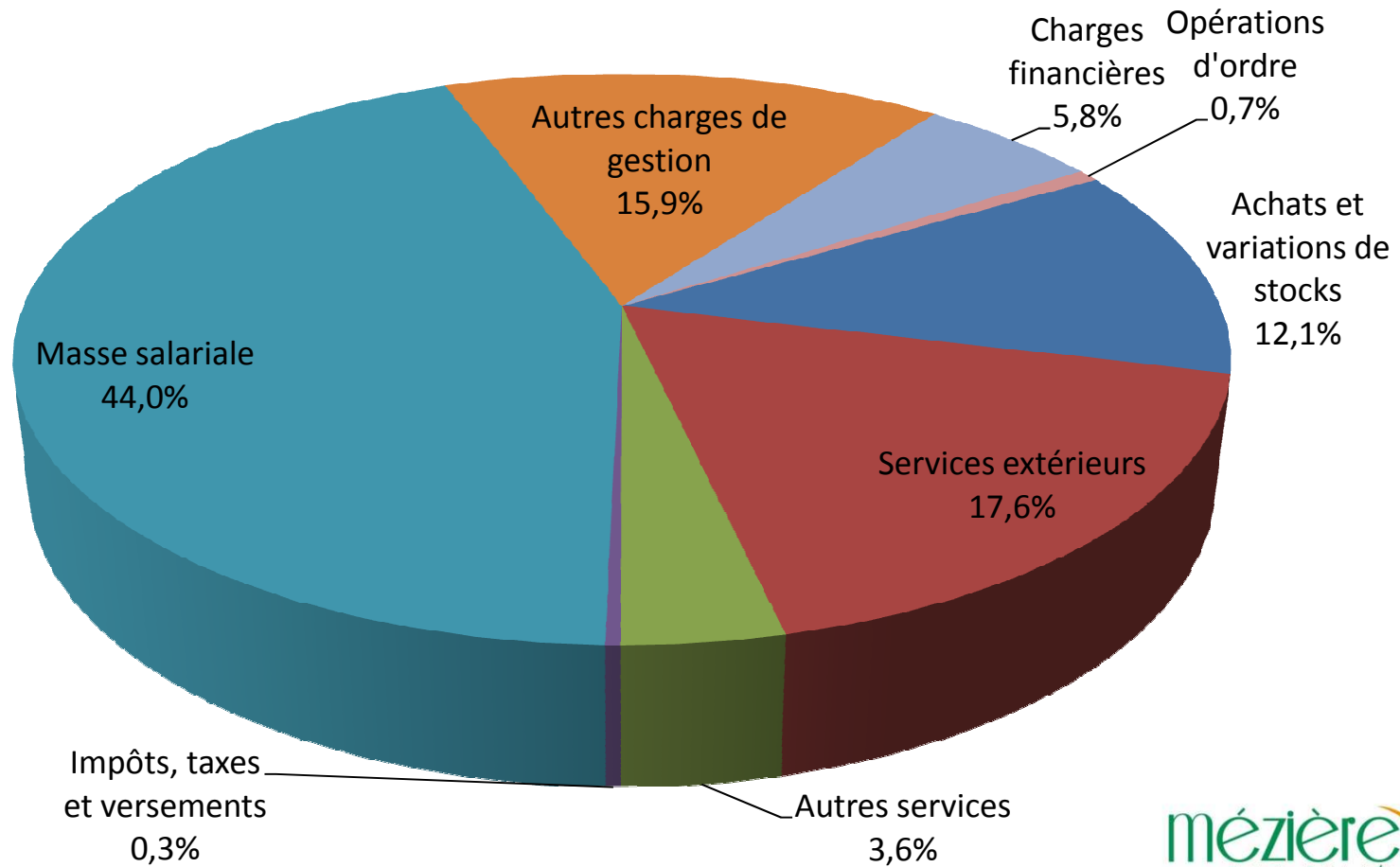
➤ Des dépenses contenues

⇒ Dépenses de personnel

En augmentation de 1,12% par rapport à 2012, de par le déroulement statutaire des carrières et surtout par les hausses du taux de la contribution employeur due à la CNRACL de novembre 2012 (+0,1 point) et janvier 2013 (+1,45 point).

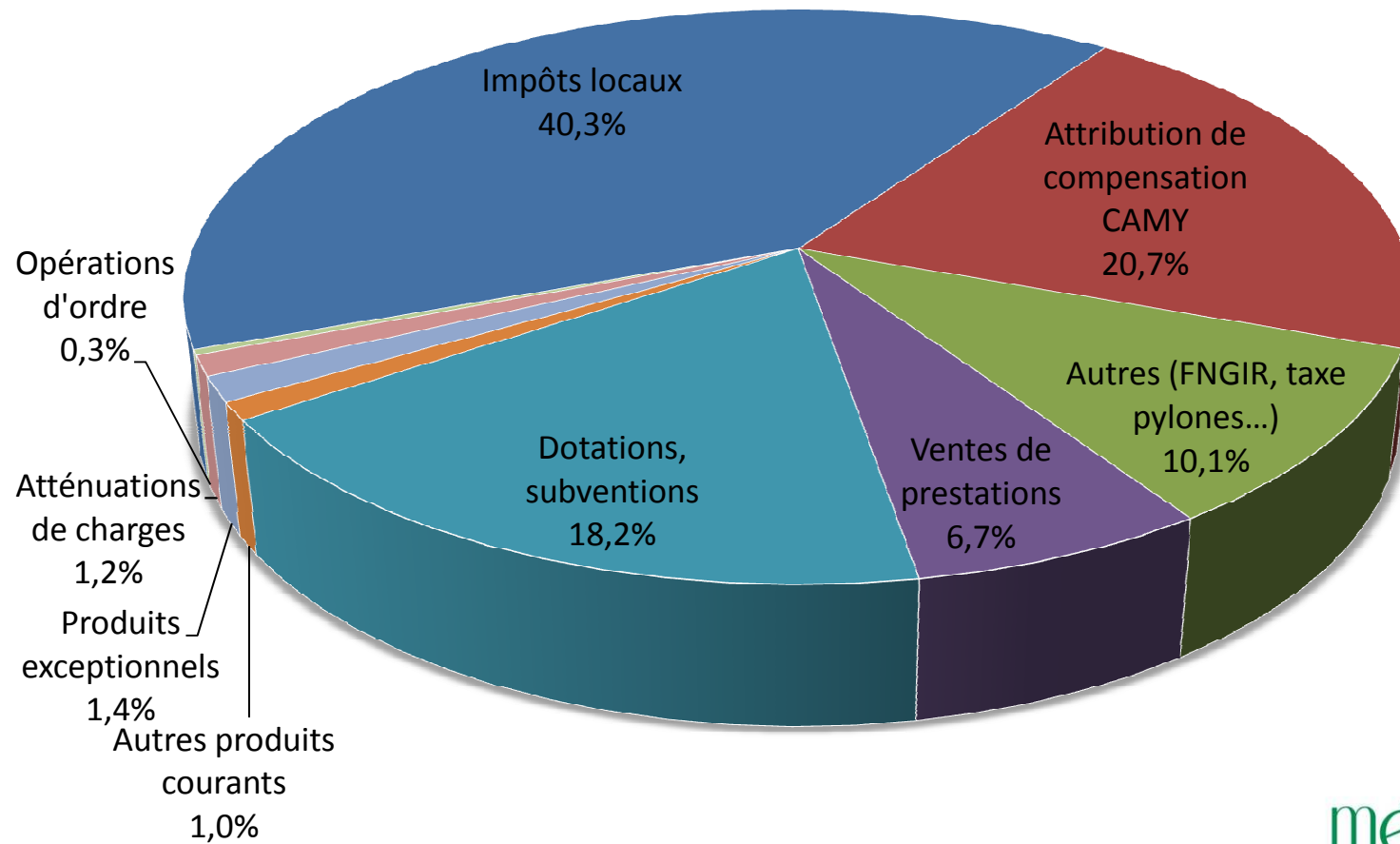
Fonctionnement

Dépenses de fonctionnement 2013



Fonctionnement

Recettes de fonctionnement 2013



Fonctionnement

➤ **Un résultat net sur la section de fonctionnement de l'ordre de 510 K€**

grâce à une bonne maîtrise des dépenses, et malgré un environnement contraint et une forte augmentation du coût des matières premières et des contrats indexés

Tendances budgétaires 2014

Résultat 2013

2013			
FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RECETTES 2013	4 015 638,16	RECETTES 2013	1 285 812,65
DEPENSES 2013	3 508 136,75	DEPENSES 2013	959 968,45
RESULTAT 2013	507 501,41	RESULTAT 2013	325 844,20
REPORT (2012)	314 139,16	REPORT (2012)	-569 676,70
EXCEDENT CUMULE	821 640,57	DEFICIT CUMULE	-243 832,50
TOTAL	821 640,57	TOTAL	-243 832,50
RESULTAT DE CLOTURE :		577 808,07	

Tendances budgétaires 2014

2013 : le bilan

Point sur l'endettement

Endettement

➤ Une dette sécurisée de 3 619 K€

- ⇒ Un **emprunt moyen de 1005 € par habitant au 1^{er} janvier 2014**
- ⇒ 9 contrats de prêt, **uniquement à taux fixes**, regroupés à la Caisse d'Epargne (à 98%) et au Crédit Local de France (à 2%)

Endettement

Synthèse des emprunts

Capital restant du au 1 ^{er} janvier 2014	Capital restant du au 31 décembre 2014	Capital à payer en 2014 (investissement)	Intérêts à payer en 2014 (fonctionnement)
3 618 k€	3 363 k€	255 k€	160 k€

Tendances budgétaires 2014

II^{ème} partie **Perspectives 2014**

**Un environnement
incertain**



Tendances budgétaires 2014

Perspectives 2014

Les hypothèses budgétaires de 2014

1. Fonctionnement

Perspectives

➤ **En France, une situation de contraintes toujours présente**

- ⇒ **Une situation financière nationale et locale des collectivités qui continue de se dégrader**
- ⇒ **Une réforme des rythmes scolaires qui va impacter la masse salariale et les frais de fonctionnement (septembre 2014)**
- ⇒ **Une aggravation de la rigueur : la Cour des Comptes demande de nouveaux efforts aux collectivités, même si la dette locale ne représente que 9,5 % de l'endettement public**
- ⇒ **Réduction progressive des dotations de l'Etat : -1,5 Mds€ en 2014, - 3 Mds€ en 2015 afin de tendre vers un équilibre structurel des comptes publics en 2016 (LPFP 2012-2017)**

Répartition de la baisse annuelle des concours de l'Etat (-1,5 Mds€ en 2014)

Répartition au prorata des recettes totales:

- **840 M€ pour le bloc communal (56 %) dont communes 588 M€ et communautés 252 M€**
- **476M€ pour les départements (32 %)**
- **184 M€ pour les régions (12 %)**

Fonctionnement

Les impacts de la loi de Finances 2014

- ⇒ Augmentation des taux de TVA et modification des champs d'application :
 - Déchets ménagers, transports (CAMY) dont le taux passe de 7 à 10 %
 - Le taux normal passe de 19,6 à 20 % et impacte l'ensemble des contrats et marchés
- ⇒ Le taux de remboursement de la TVA, via le FCTVA, passe de 15,482 à 15,761 %
- ⇒ Montée en puissance du FPIC (360M€ en 2013, 570M€ en 2014)

➤ Les recettes fiscales en légère progression

- ⇒ Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux de 0,9 % (inflation 2013)
- ⇒ Pérennisation de l'Attribution de Compensation de la CAMY (833 172 €) et du Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR, 117 109 €)
- ⇒ Droits de mutation ?

Fonctionnement

➤ Recettes de dotations

Vers un statu quo, voire une baisse

- ⇒ Maintien de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP, 64 493 €) mais baisse de la part syndicale (86 k€ -> 42 k€)
- ⇒ Maintien des allocations compensatrices
- ⇒ Hypothèse d'une baisse de la DGF

Les marges de manœuvre

- **Remboursement effectué de l'emprunt-relais FCTVA qui permet de dégager 100 k€ en investissement**

Fonctionnement

➤ Les dépenses de fonctionnement

	Commune	SIRE	CAMY
Social et emploi	✘		
Logement			✘
Transport		✘ scolaire	✘ urbain
Enfance jeunesse et vie scolaire	✘	✘	
Associatif, loisirs et équipements	✘		
Culture	✘		
Environnement	✘		
Sécurité	✘		
Urbanisme	✘		✘ Amén. Territoire
Travaux	✘		
Communication	✘		
Vie économique	✘		✘

Tendances budgétaires 2014

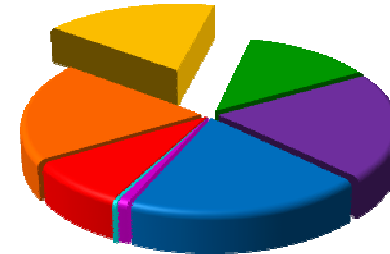
Perspectives 2014

Les hypothèses budgétaires de 2014

2. Investissements

Investissements

➤ Les grands projets de 2014



➤ Soldes financiers

- Façade sud de l'église
- Salle polyvalente & abords
- Menuiseries extérieures du groupe scolaire la Villeneuve

➤ Etudes et travaux

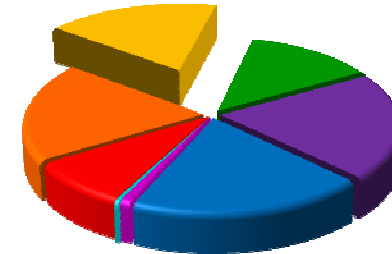
- Poursuite des études ZAC (maîtrise d'œuvre et AMO)
- Travaux en vue de l'homologation terrain en herbe de la Conche
- Mise en sécurité de certains bâtiments communaux (vidéo protection)
- Réhabilitation de l'école maternelle de la Villeneuve
- Travaux de voirie

➤ Emprunts

- Remboursement des emprunts

Investissements

➤ Les recettes attendues



➤ Subventions

- DRAC, Conseil Général et « Valeurs et Cultures » – église
- DETR, Conseil Général et Conseil Régional - remplacement des menuiseries extérieures du groupe scolaire la Villeneuve
- Conseil Général et Conseil Régional – réhabilitation de l'école maternelle de la Villeneuve

➤ Autres

- FCTVA
- Taxe d'aménagement (ex-TLE)

Investissements

➤ La question des financements

- ⇒ Priorités des investissements ?
- ⇒ Dette : remboursement des emprunts / nouvel emprunt
- ⇒ Impôts
- ⇒ Augmentation, gel ou diminution du prix des services
- ⇒ Augmentation, maintien ou réduction des services
- ⇒ Augmentation, gel ou réduction des subventions (associations, CCAS, Caisse des Ecoles)
- ⇒ Pistes de réduction des dépenses à caractère général (énergie...)
- ⇒ Revente du capital foncier, bloqué actuellement ?

Tendances budgétaires 2014

les conclusions